

2 Politique

Activités présidentielles

La diplomatie au menu

J.O.

Libreville/Gabon

LE chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a reçu, hier, en audience, le ministre équato-guinéen des Affaires étrangères. Celui-ci était porteur d'un message de son président de la République, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, à son homologue gabonais. Le contenu avait trait au renforcement de la coopération entre les deux pays voisins, et membres de plusieurs organisations sous-régionales. Notamment la Communauté économique des États de



Photo : Prince Jackson

Poignée de main entre le chef de l'Etat et le ministre équato-guinéen des Affaires étrangères.

l'Afrique centrale (Ceeac) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Cette rencontre s'inscrivait

dans la suite logique des échanges annuels entre les autorités de Libreville et Malabo. Des questions en rapport avec cet espace



Photo : Prince Jackson

L'ambassadeur d'Algérie, Mohamed Antar Daoud était porteur d'un message du président Abdelaziz Bouteflika.

géographique communautaire ont été abordées par les deux personnalités.

Dans un deuxième temps, le numéro un gabonais

s'est entretenu avec l'ambassadeur de la République d'Algérie au Gabon, Mohamed Antar Daoud. Celui-ci était également porteur

d'un message de son chef d'Etat, Abdelaziz Bouteflika. La consolidation de l'axe Alger et Libreville était au menu de la rencontre. Nul doute que le diplomate algérien a présenté à son hôte les principaux domaines de la coopération bilatérale. Laquelle correspond aux attentes de ces deux pays en développement. Producteur de pétrole, comme le Gabon, ce pays du nord de l'Afrique fait face à de graves difficultés liées à la chute du cours du baril de pétrole. Les gouvernances pour lutter efficacement contre cette crise n'auront pas manqué d'être à l'ordre du jour de cet entretien.

Association nationale des agents retraités des Forces de défense et de sécurité du Gabon

La structure désormais dans ses murs



Photo : DR

Le ministre Otounga lors de la visite du siège.



Photo : DR

Photo de famille au terme de la rencontre.

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

LE ministre de la Défense nationale, Mathias Otounga Ossibadjou, a visité, récemment, les nouveaux locaux des soldats retraités. Situé dans le 3e arrondissement de Libreville, non loin

du rond point Awendje, le siège de ladite association est un don du gouvernement. L'honneur est revenu au ministre de tutelle accompagné de son cabinet, d'aller remettre les clés au responsable de l'Association nationale des agents retraités des Forces de défense et de sécurité du Gabon (ANARFDSG). Dirigé par le capitaine major

Victor Kongo Nsafou, ce regroupement a pour objectif de prôner la culture de paix et de solidarité entre frères d'arme d'une part, et de conseil pour l'autorité d'autre part. Ceci, pour que soit "prise en compte la condition du militaire dès son départ à la retraite".

Fort de cela, les membres fondateurs de l'ANARFDSG

ont souhaité de la part de l'administration gabonaise que les départs à la retraite fassent l'objet de réjouissance au profit des partants. Entre autres motifs de réjouissance, la prise en compte de la revalorisation de leurs pensions, la récupération des emplois réservés aux retraités valides, la carte de réduction aux retraités ci-

vils et militaires sur les transports et achats divers, etc. Par ailleurs, le capitaine major Victor Kongo Nsafou et les siens ont salué l'œuvre des autorités quant à l'aboutissement de ce projet. Désormais, c'est dans un cadre de travail moderne et de retrouvailles qu'ils pourront mener leurs activités. Pour sa part, le ministre Ma-

thias Otounga Ossibadjou s'est félicité de la détermination et la sagesse des anciens soldats qui ont, " tracé le sillon pour la génération actuelle et future." Après le tour des différents compartiments du siège, le ministre a invité les agents retraités à faire naître entre eux et la tutelle, un dialogue "permanent et sincère".

Miroir du Gouvernement

Une arnaque (de trop) qui passe mal ?

800 000 Gabonais économiquement faibles (GEF). C'est le chiffre ahurissant découvert par le vice-Premier ministre, ministre de la Santé, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, Paul Biyoghe Mba. Un pot aux roses qui laisse tout le monde sans voix. Comment en est-on arrivé à ce qui s'apparente déjà à un vaste réseau de détournement de fonds ? Qui peut expliquer aux contribuables l'augmentation démesurée d'un nombre qui était officiellement de 550 000 l'an dernier ? Encore que là aussi, il va falloir se poser des questions. Déjà, tout cela paraissait suspect. Des suspicions qui se confirment avec la nébuleuse.

A l'heure où les mécanismes de gestion de la chose publique sont vantés, ce qui se passe à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs) donne froid au dos, à plus d'un titre. C'est vrai, des voix s'étaient élevées pour

dénoncer, en leur temps, les fraudes qui, selon elles, avaient lieu lors des différents recensements des couches les plus vulnérables de la société gabonaise.

Le flair des entreprises étatiques, et de la lutte contre la pauvreté au Gabon, était au cœur de la suspicion. C'est à croire que le cheval de Troie a parfaitement fonctionné. Derrière la réponse d'une assistance-médicale de qualité, personne ne pouvait imaginer l'existence d'une toile aux tentacules inimaginables. Au lieu de remplir uniquement sa mission, elle donne l'impression de s'être transformée en vache à lait. Comme quoi, nous n'arrêtons de le dire, les habitudes ont décidé la peau de crocodile.

Il ne reste plus qu'à attendre les résultats de l'audit promis par Paul Biyoghe Mba pour dégager les responsabilités des uns et des autres. Même si comme le disait l'ancien Premier ministre français, Lionel

Jospin, «En démocratie, qui a plus de pouvoir a plus de responsabilités». L'actuel directeur général de la Cnamgs, Michel Mboussou, au-delà de tout, à considérer que le mal soit réellement profond, devrait être le premier comptable de cette situation périlleuse. Du moins, pour n'avoir pas été suffisamment vigilant face à ce qui s'annonce comme les pires dérives d'une institution dont il a mission de conduire à terme un pan important du Plan stratégique Gabon émergent. C'est-à-dire accompagner l'Etat dans sa politique sociale de réduction des écarts entre les plus nantis et les couches défavorisées. Permettant l'accès à moindre coût des hôpitaux et l'octroi des allocations familiales. Pour une fois, nous pouvons le consentir, le fait d'avoir mis ce problème sur la place publique concourt déjà à la volonté des pouvoirs publics d'attaquer le mal à la racine. Même s'il faut saluer la rapi-

dité avec laquelle les choses ont été menées pour débusquer cette duperie à grande échelle, le gouvernement devra poursuivre sur sa lancée. En toute transparence, l'audit doit être conduit. Sans qu'il y ait un quelconque doute sur son issue. Nous voulons parler des habituelles chasses aux sorcières auxquelles les Gabonais ont souvent eu droit. Ce qui est attendu, c'est la résolution du problème, en considérant que tous les contours d'une affaire dont les hommes ne sont en réalité que des instruments, il ne s'agira pas de faire dans la substitution, en plaçant les siens afin de poursuivre avec les mêmes pratiques. «Ôtes-toi de là pour que je m'y mette», comme cela a souvent été le cas en pareille circonstance.

S'il ne fait l'ombre d'aucun doute que des fraudes ont été découvertes, la conduite du dossier, elle, par le biais des résultats dudit audit, ne devrait pas être comme un effet d'an-

nonce dont le corollaire serait de faire du bruit pour rien. Paul Biyoghe Mba est donc averti des attentes des populations, lui qui est un fin connaisseur d'une sphère politique n'ayant plus de secret pour lui. Non pas pour servir des intérêts dont il tirerait les lauriers, par des pratiques dépassées et blâmables, mais plutôt être au centre d'une découverte, saluée par tous, qui aura pour seul gagnant un gouvernement dont l'une des charges est d'aller en guerre contre le faux. Peut-être qu'il sied au locataire de l'immeuble du 2-Décembre, Daniel Ona Ondo, de le rappeler à tous ceux de son équipe qui ne l'auraient pas compris. Si l'ampleur des dégâts est constatée, il sera celui vers qui tous les contribuables devraient se tourner. Il ne s'agit donc pas de blaguer avec l'effort financier de tous les travailleurs, mais d'apporter toute la clarté nécessaire pour mettre hors d'état de nuire des pratiques d'un autre âge.